La revue financière

Publication du ministère des Finances Canada

Faits saillants

Janvier 2006 : excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars

Un excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars a été enregistré en janvier 2006, soit 0,7 milliard de moins que celui de janvier 2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,3 milliard grâce à une progression vigoureuse de chacune des principales sources de revenus fiscaux. Les charges de programmes ont pour leur part augmenté de 2,2 milliards de dollars, par suite de l'aide de 0,8 milliard de dollars accordée aux producteurs de céréales et d'oléagineux, et de l'affectation de 0,6 milliard de dollars pour le versement de la prestation pour les coûts de l'énergie. Les frais de la dette publique ont pour leur part diminué de 0,2 milliard.

D'avril 2005 à janvier 2006 : excédent budgétaire de 9,0 milliards

L'excédent budgétaire au cours des dix premiers mois de l'exercice 2005-2006 (d'avril à janvier) est estimé à 9,0 milliards de dollars, en baisse de 3,9 milliards par rapport à l'excédent de 12,9 milliards enregistré au cours de la même période en 2004-2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 6,5 milliards de dollars, ou 4,1 %. Ce gain a été calculé en tenant compte du coût de 4,0 milliards de dollars associé aux mesures de réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers annoncées dans *La Mise à jour économique et financière* de novembre 2005, lesquelles s'appliquent à l'année d'imposition 2005. Les charges de programmes ont grimpé de 11,1 milliards de dollars, ou 9,5 %, surtout en raison de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires au titre des soins de santé ainsi qu'en vertu du Programme de péréquation et de la formule de financement des territoires (FFT). Les frais de la dette publique ont diminué de 0,7 milliard.

Janvier 2006

Un excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars a été enregistré en janvier 2006, soit 0,7 milliard de moins que celui de janvier 2005.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, ou 6,9 %, pour atteindre 20,2 milliards.

- Les revenus perçus au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 1,0 milliard de dollars, ou 11,5 %, surtout en raison de l'augmentation des retenues à la source sur le revenu d'emploi.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 10,2 %, sous l'effet de la hausse soutenue des bénéfices des entreprises.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – liées à la retenue des non-résidents – ont progressé de 14,7 %.
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 5,3 %, principalement en raison de l'accroissement de 0,2 milliard, ou 7,1 %, des revenus de la taxe sur les produits et services (TPS). Les droits de douane à l'importation ont grimpé de 52 millions de dollars, alors que les taxes de vente et d'accise ont chuté de 49 millions. Les revenus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont baissé de 6 millions.

- Les cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 11,3 %, en raison de la baisse du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables à compter du 1er janvier 2006.
- Les autres revenus, c'est-à-dire ceux provenant des sociétés d'État, de la vente de biens et de services et des opérations de change, ont diminué de 3,0 %. Ces revenus peuvent varier sensiblement d'un mois à l'autre.

Les charges de programmes totalisaient 15,8 milliards de dollars en janvier, en hausse de 2,2 milliards, ou 15,8 %, par rapport à janvier 2005.

Les paiements de transfert ont progressé de 1,5 milliard, ou 18,1 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 84 millions de dollars, ou 2,1 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 5,5 %, en raison de la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées selon l'indice des prix à la consommation, ainsi que de l'augmentation du nombre de personnes admissibles. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 2,8 %, en raison d'une baisse des prestations régulières.
- Les principaux transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 20,6 %. La hausse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux et l'augmentation des transferts fiscaux sont attribuables en grande partie au financement accru prévu par les accords de 2004 sur les soins de santé ainsi que sur la péréquation et la FFT.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou 46,7 %, en raison pour une bonne part des transferts effectués dans le cadre du Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux (Agriculture et Agroalimentaire Canada) et de la prestation pour les coûts de l'énergie (Agence du revenu du Canada et Ressources humaines et Développement social).

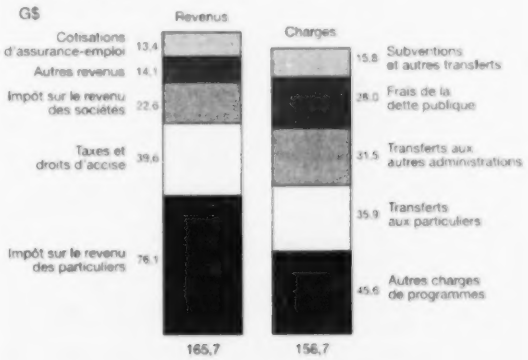
Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense, sans oublier les résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 12,0 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars, ou 6,3 %, par suite de la réduction du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

D'avril 2005 à janvier 2006

L'excédent budgétaire au cours des dix premiers mois de l'exercice 2005-2006 est estimé à 9,0 milliards de dollars, soit 3,9 milliards de moins que l'excédent de 12,9 milliards enregistré au cours de la même période en 2004-2005.

Revenus et charges
(d'avril à janvier 2006)



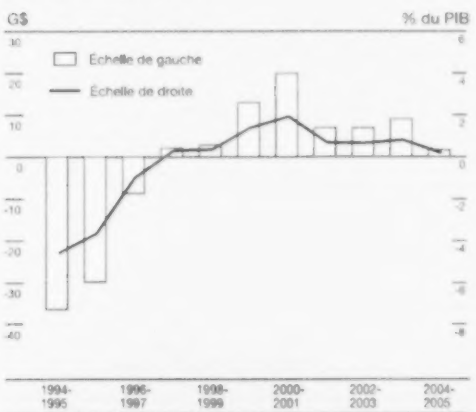
Les revenus budgétaires ont progressé de 6,5 milliards de dollars, ou 4,1 %, pour s'établir à 165,7 milliards de dollars.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,0 milliards de dollars, ou 4,1 %. Ce gain a été calculé en tenant compte du coût de 4,0 milliards de dollars associé aux mesures de réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers qui ont été annoncées dans *La Mise à jour économique et financière* de novembre 2005 et qui ont trait à l'année d'imposition 2005.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,7 milliards de dollars, ou 13,7 %, sous l'effet de la hausse des bénéfices des sociétés en 2005.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont progressé de 1 milliard de dollars, ou 34,9 %, ce qui tient à l'augmentation des dividendes versés à des non-résidents.
- Les taxes et droits d'accise ont progressé de 1,9 milliard de dollars, ou 5,1 %. Les revenus provenant de la TPS ont grimpé de 1,8 milliard, ou 6,8 %, suivant en grande partie le taux de croissance de 6,6 % des ventes au détail pendant la même période. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 12,9 %. Pour leur part, les taxes de vente et d'accise ont diminué de 2,1 %, tandis que les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont chuté de 14,2 %, en raison d'une réduction du droit le 1er avril 2005.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 1,6 %, la réduction des taux de cotisation à compter de janvier 2005 ayant plus que compensé les effets de la progression à la fois de l'emploi et des traitements et salaires.
- Les autres revenus ont baissé de 1,9 milliard de dollars, ou 16,0 %, en raison du gain ponctuel de 2,6 milliards provenant de la vente, en septembre 2004, des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada.

Les charges de programmes pour la période d'avril 2005 à janvier 2006 s'élèvent à 128,7 milliards de dollars, soit une hausse de 11,1 milliards, ou 9,5 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. La majeure partie de cette augmentation découle de la hausse des transferts aux provinces et aux territoires pour les soins de santé, la péréquation et la FFT. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,7 milliard de dollars.

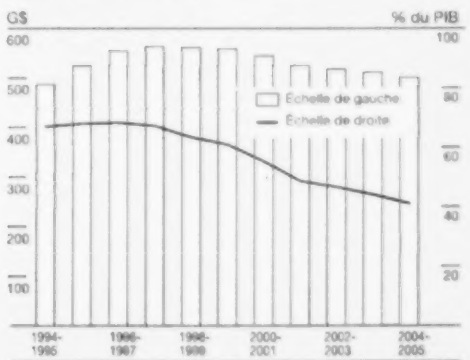
Les paiements de transfert, qui équivalent à près des deux tiers des charges totales de programmes, ont augmenté de 8,7 milliards de dollars, ou 11,7 %.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances Canada et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances Canada et Statistique Canada

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,1 %. Les prestations aux aînés ont marqué une hausse de 4,3 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont fléchi de 2,2 %. La baisse du montant total des prestations d'assurance-emploi versées depuis le début de l'année est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, en raison de l'amélioration du marché de l'emploi par rapport à la même période en 2004-2005.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 6,0 milliards de dollars, ou 23,5 %, ce qui traduit l'impact de l'accord de 2004 sur les soins de santé et du nouveau cadre de péréquation et de FFT.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 14,7 %, ce qui découle de mesures contenues dans les derniers budgets, des transferts effectués dans le cadre du Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux et de la prestation pour les coûts de l'énergie.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 5,6 %.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,5 % par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 3,8 milliards de dollars d'avril 2005 à janvier 2006

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,2 milliards de dollars d'avril à janvier, soit 0,2 milliard de plus qu'au cours de la même période de 2004-2005.

Considérant un excédent budgétaire de 9,0 milliards de dollars et des besoins financiers nets de 5,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, les ressources financières au cours des dix premiers mois de 2005-2006 se sont établies à 3,8 milliards, comparativement à des ressources financières de 7,9 milliards lors de la même période de 2004-2005.

Activités nettes de financement en baisse de 18,2 milliards de dollars

Le gouvernement a eu recours à ces ressources financières de 3,8 milliards de dollars ainsi qu'à à une réduction de 14,4 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 18,2 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin de janvier 2006, principalement en réduisant ses obligations négociables et ses bons du Trésor. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment l'échéance périodique d'importantes émissions de grands titres d'emprunt qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de janvier se chiffraient à 2,7 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Janvier		Avril à janvier	
	2005	2006	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	18 856	20 150	159 202	165 713
Charges				
Charges de programmes	-13 638	-15 793	-117 587	-128 729
Frais de la dette publique	-2 857	-2 676	-28 714	-27 986
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 361	1 681	12 901	8 998
Opérations non budgétaires	-880	2 023	-5 014	-5 226
Ressources ou besoins financiers	1 481	3 704	7 887	3 772
Variation nette dans les activités de financement	-2 027	-5 434	-21 657	-18 163
Variation nette dans l'encaisse	-546	-1 730	-13 770	-14 391
Encaisse à la fin de la période			3 480	2 730

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Janvier			Avril à janvier		
	2005	2006	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 677	9 673	11,5	73 101	76 108	4,1
Impôt sur le revenu des sociétés	2 358	2 599	10,2	19 854	22 573	13,7
Autres impôts sur le revenu	607	696	14,7	2 899	3 910	34,9
Total des impôts sur le revenu	11 642	12 968	11,4	95 854	102 591	7,0
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 125	3 346	7,1	26 679	28 502	6,8
Droits de douane à l'importation	192	244	27,1	2 511	2 836	12,9
Taxes de vente et d'accise	759	710	-6,5	8 154	7 983	-2,1
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	28	22	-21,4	325	279	-14,2
Total des taxes et droits d'accise	4 104	4 322	5,3	37 669	39 600	5,1
Total des revenus fiscaux	15 746	17 290	9,8	133 523	142 191	6,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 891	1 677	-11,3	13 604	13 381	-1,6
Autres revenus	1 219	1 183	-3,0	12 075	10 141	-16,0
Total des revenus budgétaires	18 856	20 150	6,9	159 202	165 713	4,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Janvier			Avril à janvier		
	2005	2006	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 362	2 491	5,5	23 194	24 184	4,3
Prestations d'assurance-emploi	1 615	1 570	-2,8	11 982	11 714	-2,2
Total	3 977	4 061	2,1	35 176	35 898	2,1
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 054	1 583	50,2	10 542	15 833	50,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	652	685	5,1	6 521	6 854	5,1
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0	s.o.	1 250	0	s.o.
Total	1 831	2 268	23,9	18 313	22 687	23,9
Transferts fiscaux	933	1 059	13,5	9 387	10 597	12,9
Villes et collectivités du Canada	0	14	s.o.	0	670	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-210	-261	24,3	-2 203	-2 461	11,7
Total	2 554	3 080	20,6	25 497	31 493	23,5
Subventions et autres transferts						
Agriculture	146	777	432,2	826	1 693	105,0
Affaires étrangères	310	333	7,4	2 010	1 933	-3,8
Santé	234	207	-11,5	1 494	1 547	3,5
Développement des ressources humaines	264	232	-12,1	1 050	1 144	9,0
Affaires indiennes et du Nord	347	368	6,1	3 618	3 986	10,2
Industrie et développement régional	100	159	59,0	1 491	1 610	8,0
Autres	593	850	43,4	3 269	3 871	18,4
Total	1 994	2 926	46,7	13 758	15 784	14,7
Total des paiements de transfert	8 525	10 067	18,1	74 431	83 175	11,7
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	108	50	-53,7	972	1 028	5,8
Société canadienne d'hypothèques et de logement	170	171	0,6	1 685	1 707	1,3
Autres	200	161	-19,5	1 731	1 511	-12,7
Total	478	382	-20,1	4 388	4 246	-3,2
Défense	1 156	1 221	5,6	10 905	11 987	9,9
Tous les autres ministères et organismes	3 479	4 123	18,5	27 863	29 321	5,2
Total des autres charges de programmes	5 113	5 726	12,0	43 156	45 554	5,6
Total des charges de programmes	13 638	15 793	15,8	117 587	128 729	9,5
Frais de la dette publique	2 857	2 676	-6,3	28 714	27 986	-2,5
Total des charges budgétaires	16 495	18 469	12,0	146 301	156 715	7,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Janvier		Avril à janvier	
	2005	2006	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 361	1 681	12 901	8 998
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-86	-300	-1 088	-1 815
Autres activités d'investissement	-531	316	-1 914	-2 460
Comptes de pension et autres comptes	-565	206	-1 974	-103
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	928	1 277	-5 699	-5 994
Opérations de change	-868	284	3 091	2 597
Amortissement des immobilisations corporelles	242	240	2 570	2 549
Total des autres activités	302	1 801	-38	-848
Total des opérations non budgétaires	-880	2 023	-5 014	-5 226
Ressources ou besoins financiers nets	1 481	3 704	7 887	3 772

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Janvier		Avril à janvier	
	2005	2006	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	1 481	3 704	7 887	3 772
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	387	221	-15 523	-7 771
Bons du Trésor	-2 450	-5 100	1 200	-5 200
Obligations d'épargne du Canada	-96	-103	-1 964	-1 471
Autres	0	-19	-28	-223
Total	-2 159	-5 001	-16 315	-14 665
Emprunts en devises	69	-428	-5 473	-3 559
Total	-2 090	-5 429	-21 788	-18 224
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	63	-5	131	61
Variation nette dans les activités de financement	-2 027	-5 434	-21 657	-18 163
Variation dans l'encaisse	-546	-1 730	-13 770	-14 391

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2005	31 janvier 2006	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	90 473	84 573	-5 900
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	266 570	258 799	-7 771
Bons du Trésor	127 199	121 999	-5 200
Obligations d'épargne du Canada	19 080	17 609	-1 471
Autres	3 393	3 170	-223
Total partiel	416 242	401 577	-14 665
Payable en devises	16 286	12 727	-3 559
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 932	2 993	61
Total de la dette non échue	435 460	417 297	-18 163
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 579	131 281	1 702
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	41 549	42 848	1 299
Autres comptes de pension et autres comptes	8 680	5 576	-3 104
Total des comptes de pension et autres comptes	179 808	179 705	-103
Total de la dette portant intérêt	615 268	597 002	-18 266
Total du passif	705 741	681 575	-24 166
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	76 281	61 984	-14 297
Comptes d'opérations de change	40 871	38 274	-2 597
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	33 860	36 320	2 460
Total des actifs financiers	151 012	136 578	-14 434
Dette nette	554 729	544 997	-9 732
Actifs non financiers	54 866	54 132	-734
Dette fédérale (déficit accumulé)	499 863	490 865	-8 998

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au (613) 995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mars 2006